



Comment la France bafoue l'existence de l'Etat syrien

Par [Michel Raimbaud](#)

Mondialisation.ca, 10 novembre 2019

[Ruptures \(Opinions\)](#) 8 novembre 2019

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

En Syrie, la diplomatie française persévère dans l'erreur, en niant l'Etat légal, présidé par Bachar El Assad, et en collant au « camp occidental ». Résultat : elle ne pèse plus dans le jeu diplomatique et risque d'engendrer bien des rancœurs sur le terrain.

Par un beau dimanche d'automne, le 13 octobre dernier, le Président à la pensée complexe et sans complexe que le suffrage a donné à la France convoquait un Conseil de défense rassemblant tout le beau linge régalien du gouvernement pour « *étudier la situation dans le Nord syrien* », dans un contexte particulièrement compliqué. Le [communiqué publié le lendemain matin](#) aux aurores, qui condamnait fermement « *l'attaque unilatérale de la Turquie* » du 9 octobre, allait faire illusion le temps d'un éclair.

Ceux qui pouvaient encore espérer un réveil au pays des Lumières, voire une inflexion vers une meilleure perception des réalités du terrain, allaient avoir courte joie : la fin de phrase du communiqué précisait qu'il s'agissait de condamner l'attaque « *contre les Kurdes* ». De l'Etat syrien il n'était en revanche pas question. Ouf ! Les chantres de la « révolution syrienne » contre le pouvoir légal en place à Damas et les supporters des « terroristes modérés » pouvaient se rendormir. Par définition, la France éternelle, celle d'aujourd'hui, ne change jamais de position, surtout quand elle a tout faux... Par définition, elle a raison, fermez le ban, et circulez...

Mépris du droit

Les esprits chagrins diront qu'il eût été sage et décent – on n'ose dire *fair play* – de préciser que, selon les normes du droit international (ou ce qu'il en reste) et les fondamentaux de la Charte des Nations-Unies, l'attaque turque constituait avant tout [une agression, une de plus, contre la Syrie](#). Mais c'eût été trop en demandant à la diplomatie d'un membre permanent du Conseil de Sécurité, par définition gardien de ces principes, qui s'est néanmoins distingué depuis neuf ans par son mépris du droit et son agressivité envers des Etats qui ne l'avaient pas agressé : la Libye d'abord, la Syrie ensuite, déterrants la hache de guerre peu après avoir convié leurs leaders à fumer le calumet de la paix à l'Élysée.

Tant d'Etats sont aujourd'hui coutumiers de telles hypocrisies et de tels retournements, qu'une infraction de plus ou de moins n'a guère d'importance : on ne compte pas quand on aime, mais on ne compte pas non plus quand la victime des entorses au droit est haïe et honnie par la « communauté internationale » bien-pensante, lorsqu'est en cause le « régime

de Bachar », consacré depuis la seconde guerre d'Irak ennemi public numéro un.

Occidentalisme et néo-conservatisme

Il faut dire que le monde n'est plus ce qu'il était et la diplomatie non plus depuis un certain temps déjà. Un séisme étant passé par là. Il y a trente ans, le monde change de base, suite à l'autodestruction de l'URSS, divine surprise. Il s'agit, comme le dit Poutine, de « *la plus grande catastrophe géopolitique du XXème siècle* » et le début d'un calvaire pour qui refuse d'adhérer au camp américain triomphant, comme ce sera le cas pour la Syrie.

L'occidentalisme, unissant nostalgiques de la colonisation et revanchards de l'impérialisme, prend son essor sous la bannière du néo-conservatisme, alliant néolibéralisme, parlementarisme et messianisme de « peuple élu ». Les tabous étant tombés, on pourra sans trop de gêne ressortir les concepts d'espace vital, de vocation à la maîtrise du monde, de *Kriegspiel* sur le « grand échiquier mondial ». La géopolitique, création allemande et anglo-saxonne, taboue depuis les années 30, fait son retour et permet de redessiner le cadre géographique des [pulsions hégémonistes de l'Amérique](#) et de ses séides : l'empire atlantique face au bloc eurasiatique, avec une ceinture verte arabo-musulmane théâtre et enjeu de la confrontation. Clé stratégique du Moyen-Orient, la Syrie n'a qu'à bien se tenir.

Ecrasement des peuples

Initié en 1990/1991, le moment unipolaire américain va s'avérer propice à l'exacerbation de cet occidentalocentrisme revisité, justifiant l'écrasement des peuples et la destruction des Etats au nom de principes comme le droit d'ingérence, le devoir d'intervention, la responsabilité de protéger, nouvelles versions de feu « la mission civilisatrice ». C'est ainsi que les *neocons* parviendront à mobiliser autour de leurs thèses les classes politiques, médiatiques et intellectuelles des pays d'Occident.

Dur, dur d'être civilisés au milieu de tant de sauvages et d'être bons face à tant de méchants

Les experts eux-mêmes, qui se piquaient d'avoir mis au rencart les idées simplistes, se replieront sur les idées reçues d'une pensée unique, afin de ne pas passer à côté du grand vent de l'Histoire. Clichés, préjugés, approximations constitueront plus que jamais le carburant essentiel de l'analyse et de la réflexion sur le conflit syrien dans nos sphères pensantes, l'information étant systématiquement instrumentalisée et remplacée par un *storytelling* qui dit bien ce qu'il veut dire. Chaque épisode de ce récit est lancé sur le marché, livré en pâture à l'opinion, relayé le surlendemain par un autre « faux drapeau », de façon à déboussoler et décerveler les citoyens. Le but n'est pas de les informer mais de les désinformer alors qu'ils sont déjà bien conditionnés.

L'Occident, en éternel sanglot sous le poids de son « fardeau », devant dire le droit et remettre dans le droit chemin la vile multitude des Etats « préoccupants » qui polluent son environnement, est en quête d'une doctrine rassurante et d'une actualité émouvante et/ou effrayante. Dur, dur d'être civilisés au milieu de tant de sauvages et d'être bons face à tant de méchants.

C'est dans ce contexte « unipolaire » et ce climat d'escroquerie intellectuelle, en l'absence de toute opposition réelle et structurée pendant une vingtaine d'années, que l'Amérique et

ses alliés ont systématiquement dévoyé et dévasté le droit international, transformant le Conseil de Sécurité en théâtre de l'arrogance et faisant prévaloir partout la loi de la jungle. La Syrie sera une victime privilégiée de cette logique. Les principes onusiens – souveraineté et égalité des Etats, non-ingérence, obligation de négocier en cas de conflit et interdiction de recours ou de menace de recours à la force, droit des peuples à l'autodétermination et droit pour les Etats de choisir leur régime politique à l'abri de toute ingérence – sont désormais systématiquement ignorés et bafoués par les Occidentaux.

« Gouvernement » vs « régime »

Le langage et les usages diplomatiques ont été abandonnés au profit de comportements déviants, qui étaient naguère le monopole des mauvais garçons. La stigmatisation des Etats préoccupants ou voyous est déterminée par le vocabulaire employé à leur rencontre, sans beaucoup de rapport avec la réalité.

On se souviendra des propos inconvenants tenus à l'encontre de « Bachar » par de distingués ministres. Les pays atlantiques, qui se présentent comme de « grandes démocraties », sont ainsi dirigés par des « gouvernements », tandis que les adversaires sont des « régimes » chargés de toutes les tares, souvent même qualifiés d'Etats voyous, menaçants, répressifs et massacreurs. On affectionne les appellations qui prêtent à confusion, comme cette force de mercenaires terroristes désignée comme « armée nationale syrienne » qui sévit dans le Nord syrien sous patronage turc mais qui n'a rien à voir avec l'armée régulière.

Retour au « bercail occidental »

Les pays de « l'Orient compliqué » ont particulièrement souffert de cette dérive grossière, tandis que les atlantistes ont sacralisé les idées simplistes, leurs certitudes et leurs préjugés. La France a donné l'exemple. Entrée de justesse au Conseil de Sécurité en 1945 comme membre permanent, elle avait longtemps vu dans le multilatéralisme et l'adhésion à la légalité onusienne les piliers de sa légitimité. Son retour au « bercail occidental » s'est soldé par un alignement de plus en plus aveugle sur les positions anglo-saxonnes, notamment depuis la seconde guerre d'Irak, se traduisant par une implication inspirée par Washington dans le dossier syro-libanais.

Traduisant sans doute une certaine résurgence des pulsions coloniales, l'acharnement de la France a été, dès le départ de la guerre de Syrie, d'une rare intensité, décuplé par la hargne que l'on sait contre Bachar Al Assad. Tandis que les dirigeants successifs s'enfermaient dans un interventionnisme forcené et se raidissaient devant leur échec contre le « régime de Damas », après avoir misé successivement sur tous les « mauvais chevaux », le déni de Paris face à la résilience victorieuse de la Syrie légale, le refus d'admettre les réalités et les évolutions ainsi qu'une approche souvent injurieuse ont eu pour résultat d'écarter la France du dossier syrien et des autres dossiers de la région. A force d'ostraciser voire d'ignorer le « régime de Damas » et son existence même alors qu'il est en passe de reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire national, bénéficiant, qu'on le veuille ou non, d'un vaste soutien populaire, la Syrie, elle, ne manque pas une occasion de dénoncer les agressions et la présence illégale des forces du « régime » français, du « régime d'Erdogan » et consorts.

L'attitude française témoigne du mépris des dirigeants pour un Etat qui a tenu le coup, pendant près de neuf ans, face à plus de cent pays

L'attitude française, à l'instar de celle des Occidentaux, témoigne de cette obstination et du mépris des dirigeants français pour un Etat qui a tenu le coup, pendant près de neuf ans, face à plus de cent pays et se trouve au cœur d'une alliance puissante incluant la Russie, l'Iran, le Hezbollah, l'Irak et la Chine. Manifestement, l'arrogance du gouvernement de M. Macron le conduit à « snober » systématiquement ces Etats, ne prenant en compte que « les autres », à savoir l'envahisseur turc, les Kurdes lorsqu'ils sont séparatistes, l'Armée Libre Syrienne, les forces de l'opposition « anti-régime » pour désigner des groupes issus de *Da'esh* ou *Al Qaida* ou autres entités classifiées terroristes par l'ONU, les forces américaines ou occidentales stationnées illégalement, la soi-disant « coalition internationale » dirigée par Washington... Bref, toutes les forces hostiles à la Syrie légale.

La longue mémoire des peuples

Il est clair que cette volonté de passer sous silence la présence et le rôle déterminant de l'armée nationale, de l'Etat, des autorités, vise à démontrer que la Syrie serait non seulement un Etat voyou qui viole régulièrement la légalité internationale (*sic*), détient des armes de destruction massive (*re-sic*) et utilise le terrorisme pour terroriser les populations civiles (*re-re-sic*), selon la définition d'Avraham Shlaïm, un Israélien professeur à Oxford. Elle serait également, en suivant ces raisonnements biaisés, un Etat failli qui ne remplit pas son rôle de protection vis-à-vis de ses populations. L'accord passé le 14 octobre sous le patronage russe entre le gouvernement central et les Unités de Protection du Peuple (kurdes), faisant de celles-ci des auxiliaires de l'armée régulière sous tutelle de Damas face aux Turcs et rebattant les cartes dans le Nord syrien, a reçu un accueil « réservé », traité au mieux comme un nouvel épisode banal. Cela témoigne pour le moins d'une méconnaissance des rapports de force assez stupéfiante.

De façon étonnante, la classe politique, tous « partis de gouvernement » confondus, les médias nationaux du *mainstream* et la masse des intellectuels ont soutenu les gouvernements dans cette position désastreuse et déshonorante, qui restera une tache dans notre histoire. Et il ne semble pas proche le jour où cette monumentale erreur pourra être réparée. Beaucoup de Français auront la mémoire courte et oublieront avec le temps ces tristes épisodes. Les peuples opprimés, eux, ont une mémoire, une mémoire longue.

Michel Raimbaud

Michel Raimbaud, ancien ambassadeur, auteur de Tempête sur le Grand Moyen-Orient (ed. Ellipses, 2017) et Les guerres de Syrie (ed. Glyphe, 2019)

La source originale de cet article est [Ruptures \(Opinions\)](#)

Copyright © [Michel Raimbaud](#), [Ruptures \(Opinions\)](#), 2019

Articles Par : [Michel Raimbaud](#)

A propos :

Michel Raimbaud, ancien ambassadeur français dans plusieurs pays, auteur de *Tempête sur le Grand Moyen-Orient* (ed. Ellipses, 2017) et *Les guerres de Syrie* (ed. Glyphe, 2019).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca